Elise Huillery : « La France a été le fardeau de l'homme noir, et non l'inverse »

LE MONDE | 26.05.2014 à 10h39 |

Adrien de Tricornot (/journaliste/adrien-de-tricornot/)

Elise Huillery, 36 ans, nominée, est professeur à Sciences Po et chercheuse affiliée au Abdul Latif Jameel Poverty Action Lab, laboratoire d'action contre la pauvreté, créé en 2003 au département d'économie du Massachusetts Institute of Technology. | DR

Elise Huillery, qu'est-ce qui vous a guidée dans vos choix d'études ?

J'ai grandi en province dans une famille engagée et préoccupée par les inégalités sociales. Lycéenne, j'ai participé à des projets humanitaires. Après un voyage au Cameroun, j'avais trouvé mon métier : travailler pour le

développement.

La question des inégalités, sur laquelle j'effectue des recherches dans plusieurs pays, est principale en Afrique, le continent à la fois le plus pauvre et le plus inégalitaire. Mon idée était d'agir au sein des institutions internationales, de concevoir et gérer des projets de développement. C'est pourquoi je me suis d'abord orientée vers HEC.

Comment en êtes-vous venue à la recherche ?

Pour intégrer les institutions internationales, il fallait un doctorat en économie. En commençant ma thèse, j'ai découvert que la recherche pouvait être ancrée dans la réalité. La rencontre avec des chercheurs tels que Thomas Piketty et Esther Duflo, dont le travail veut être socialement utile et éclairer les décisions publiques, a été déterminante.

Quel a été le sujet de votre thèse ?

Vouée au bilan économique de la colonisation française en Afrique de l'Ouest, elle bat en brèche la thèse de Jacques Marseille, publiée en 1984, selon laquelle la colonisation a été un sacrifice pour la France. Car l'examen des budgets coloniaux et métropolitains montre le contraire. Seulement 0,29% des recettes fiscales de la métropole ont été affectées à ces colonies, dont les quatre cinquièmes sont en réalité le coût de la conquête militaire.

L'investissement dans des biens publics ne représente qu'un coût équivalant à 0,05 % des dépenses fiscales métropolitaines et n'a couvert que 2 % du coût des investissements publics locaux : les chemins de fer, les routes, les écoles ou les hôpitaux ont été financés à 98 % par les taxes locales...

De plus, celles-ci ont entretenu, jusqu'à la réforme du système en 1956, les hauts cadres coloniaux : les 8 gouverneurs et 120 administrateurs de cercle absorbaient à eux seuls 13 % des budgets locaux ! La France a été le fardeau de l'homme noir, et non l'inverse.

Sur quoi travaillez-vous aujourd'hui ?

Avec ma collègue Nina Guyon, j'ai terminé une étude, auprès de 6 000 jeunes de 3e des académies d'Ile-de-France, sur l'influence du milieu social dans leurs choix d'orientation. A performances scolaires égales, un élève de zone d'éducation prioritaire (ZEP), dont aucun parent n'est bachelier, a une probabilité de 29 % plus faible de préférer la voie générale et technologique qu'un élève hors ZEP dont au moins un parent est bachelier.

Nous montrons que ces inégalités sont liées à la pression du groupe, à une familiarité différente avec les diverses options, mais aussi à la dévalorisation des individus : leur « estime de soi scolaire » est moins affirmée.

(/journaliste/adrien-de-tricornot/) **Adrien de Tricornot (/journaliste/adrien-de-tricornot/)** **Suivre**

Journaliste